ESSEC
BUSINESS SCHOOL

Echantillon textes espagnol

LANGUE VIVANTE A

A Cuba, une crise sanitaire inédite, exacerbée par le blocus pétrolier américain : « On manque de médicaments »

Le Monde, 14 Mai 2026

Jean-Michel Hauteville

« Bonsoir ! Vous avez faim ? Vous voulez un goûter ? », demande Claudia Alonso Betancourt, avec un sourire chaleureux, à un homme âgé au visage émacié. Comme chaque lundi et chaque vendredi, en fin d'après-midi, cette bénévole de l'organisation catholique Sant'Egidio arpente, cabas à l'épaule, les rues du centre historique de la capitale cubaine. (…)

En ce lundi de la fin avril, l'équipe ne compte que trois personnes, mais la maraude alimentaire va bon train : en moins d'une heure, plusieurs dizaines de sandwichs – de simples petits pains ronds, préalablement tartinés dans la cuisine de l'association – et de gobelets de yaourt à boire à la fraise sont distribués aux abords de la rue Compostela et du parc San Juan de Dios. *(…)* En raison du marasme économique qui perdure depuis plusieurs années sur l'île caribéenne, un nombre croissant de Cubains sombrent dans le dénuement. *(…)*

Sous l'effet du durcissement progressif des sanctions américaines, depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, en janvier 2025, et du blocus pétrolier imposé par Washington à Cuba un an plus tard, la dégradation de la situation s'est accélérée. La crise économique s'est muée en crise humanitaire et sanitaire, amplifiée par les pénuries de produits de première nécessité. Les difficultés risquent de s'aggraver : dimanche 17 mai, le géant français du transport maritime, CMA CGM, et son concurrent allemand Hapag-Lloyd annonçaient coup sur coup la suspension de leurs liaisons avec Cuba, *« jusqu'à nouvel ordre »*, en conformité avec un nouveau décret du président américain émis le 1er mai.Symptôme frappant de cette déliquescence générale : des monticules de détritus malodorants encombrent les trottoirs de La Havane. Le manque de carburant entrave le ramassage des ordures. Dans l'arrondissement de Centro Habana, au pied de l'immeuble du Centre Loyola, un réseau d'associations socio-éducatives jésuites implantées dans tout le pays, la rue Division n'est pas épargnée. (…)

Cette insalubrité est propice à la prolifération des épidémies, surtout en période de pluie. La fin de l'année 2025 reste dans toutes les mémoires. *« Nous avons eu le chikungunya en novembre : presque tous les collègues étaient malades, alités »*, se remémore cette affable trentenaire. *« Un senior est même mort des suites du chikungunya »*, poursuit-elle, en ajoutant que les cas de dengue s'étaient également multipliés. Fin décembre, les autorités cubaines recensaient officiellement près de 50 000 cas de dengue ou de chikungunya, et 55 décès. Durant les premiers mois de l'année 2026, la saison sèche a certes fait disparaître les moustiques et accordé un répit aux Cubains, mais *« la saison pluvieuse approche ; il faudra être vigilant »*, s'inquiète la professionnelle. (…)

Dans ce pays qui, depuis la révolution castriste, s'est longtemps enorgueilli de sa santé publique, réputée *« parmi les meilleures de la région, avec des professionnels d'élite et une excellente prise en charge »* de la population, *« la situation sanitaire est désormais critique »*, se désole Yenia Pupo. Les médicaments de première nécessité sont de plus en plus difficiles à trouver. (…)

La dégradation du système de santé cubain *« ne date pas d'aujourd'hui »*, nuance Sergio Diaz-Briquets, auteur de plusieurs ouvrages sur la démographie et la santé à Cuba. *« Le début du déclin remonte à la "période spéciale"* [les années de profonde crise postérieures à la chute de l'allié soviétique], *avant un répit dû au soutien du Venezuela »*, analyse ce chercheur cubano-américain. Le pays a fermé 32 % de ses hôpitaux entre 2007 et 2018, écrivait-il dans une étude parue en 2021 dans le *Journal of Latin American Studies*. *« Mais le désastre a réellement commencé durant la pandémie* [de Covid-19] *»*, poursuit Sergio Diaz-Briquets. Aux yeux de cet expert, *« le système a bien fonctionné tant qu'il bénéficiait d'aides extérieures importantes »*.

Cependant, du point de vue des Nations unies, l'impact du blocus pétrolier américain sur la santé des Cubains est indéniable. *« Le manque de carburant paralyse le fonctionnement des services essentiels nécessaires à une vie digne »*, ont déclaré trois experts onusiens, cités dans un communiqué publié le 7 mai. Ce *« blocus illégal* [aggrave considérablement] *les effets déjà sévères de l'embargo américain imposé à Cuba depuis des décennies »*, ajoutent-ils. *« La pénurie de carburant empêche les gens de se rendre à l'hôpital et les enfants d'aller à l'école »*, souligne l'ONU, qui évoque *« plus de 96 000 opérations chirurgicales »* en retard, *« dont 11 000 pour des enfants »*, et *« des milliers de nourrissons »* en retard dans leur calendrier de vaccination.

Même les Cubains qui parviennent à consulter un médecin ont du mal à se soigner. Dans les hôpitaux, *« il n'y a plus de médicaments contre l'hypertension, le diabète, les maladies thyroïdiennes. On ne trouve même plus d'analgésique en pharmacie »*, énumère Yenia Pupo. (…)

Face à cette crise humanitaire inédite, les organisations chrétiennes cubaines, indispensables auxiliaires d'un État défaillant, s'accrochent à la foi pour ne pas céder au désespoir. *(…)*

Espagne, Mexique, Brésil… A Barcelone, une internationale progressiste sur les rails

Libération, 19 avril 2026

François-Xavier Gomez

L'extrême droite organise régulièrement des sommets internationaux où Marine Le Pen, Viktor Orbán, Giorgia Meloni ou Javier Milei haranguent le public autour de leurs thèmes fétiches : le refus de l'immigration, les restrictions des droits des femmes et des minorités… Encore ce samedi à Milan, où Matteo Salvini et Jordan Bardella ont réuni des milliers de personnes. La gauche, elle, organisait au même moment un de ces grands rendez-vous politico-diplomatiques : à Barcelone, c'est la famille sociale-démocrate qui s'est réunie, marquant peut-être, avec un temps de retard, le point de départ d'une internationale progressiste, un front uni de dirigeants en défense de la démocratie.

L'invitation avait été lancée par Pedro Sánchez, qui dirige, depuis huit ans, un gouvernement espagnol de rassemblement à gauche. Le sommet s'est distingué par le niveau relevé des participants. Les présidents des trois plus grands pays d'Amérique latine se sont déplacés : Lula (Brésil), Claudia Sheinbaum (Mexique) et Gustavo Petro (Colombie), ce dernier étant pourtant notoirement réticent aux visites à l'étranger. L'Uruguayen Yamandú Orsi et le Sud-Africain Cyril Ramaphosa étaient les autres chefs d'Etat en exercice, présents aux côtés du président du Conseil européen, le Portugais António Costa.

Parallèlement, des dizaines de dirigeants de partis socialistes ou sociaux-démocrates mondiaux étaient aussi de la partie, ainsi que des chercheurs, des syndicalistes, et le gouverneur démocrate du Minnesota, Tim Walz, très actif lors de la mobilisation contre les abus de l'ICE, la police antimigrants de Donald Trump. Le maire de gauche de New York, Zohran Mamdani, s'est, de son côté, exprimé par vidéo.

A mots couverts, la politique des Etats-Unis a été le fil conducteur de ce sommet de la «Mobilisation progressiste globale». Entre refus de la guerre en Iran, mise en cause des ingérences dans les processus électoraux nationaux, appels à un accès encadré des enfants aux réseaux sociaux, c'est toujours Donald Trump et son environnement militaro-économique qui étaient la cible des critiques.

Ce n'est sans doute pas un hasard si le président américain, au moment où se tenaient les débats dans la cité catalane, a lancé une nouvelle attaque contre l'Espagne sur son réseau Truth Social : *«Quelqu'un a-t-il regardé à quel point l'Espagne va mal ? Leurs indicateurs économiques sont absolument horribles.»* Une vision très personnelle démentie par les faits : le pays est, dans l'Union européenne, celui qui enregistre la plus forte croissance depuis trois ans, tendance que la Banque mondiale voit se répéter en 2026 et 2027. Et le taux de chômage y est au plus bas depuis vingt ans.

La colère du milliardaire contre le gouvernement Sánchez a deux raisons principales : le refus de Madrid de soutenir la logistique de l'armée américaine dans la guerre contre l'Iran et le maintien d'une dépense militaire autour de 2% du PIB, alors que Washington a fixé aux pays de l'Otan un objectif de 5%.

Lors du discours inaugural, le Premier ministre espagnol a présenté les participants comme *«un groupe de pays prêts à faire tout ce qui est nécessaire pour protéger et renforcer le système démocratique». «Le contexte est clair, la démocratie ne peut pas être tenue pour acquise»,* a-t-il insisté.

L'intervention de Claudia Sheinbaum, qui scellait par sa présence la fin d'une brouille avec l'Espagne au sujet de la reconnaissance des crimes de la colonisation, n'est pas

passée inaperçue. *«Je viens d'un peuple qui reconnaît son origine dans les grandes cultures autochtones, celles qui furent réduites au silence, asservies et pillées, mais qui ne furent jamais vaincues, car il est des mémoires qui ne se conquièrent pas et des racines qu'on n'arrache jamais»,* a proclamé la présidente mexicaine, avec son lyrisme habituel.

Pedro Sánchez comme Lula ont plaidé pour une réforme des Nations unies, qui doivent *«être renouvelées, réformées et pourquoi pas, dirigées par une femme. Ce n'est pas seulement une question de justice, mais aussi de crédibilité»,* a lancé l'Espagnol. Pour le Brésilien, *«il faut rétablir la crédibilité de l'ONU, qui a été rongée par l'irresponsabilité de ses membres permanents».*

Le Colombien Petro, dont le mandat s'achève dans quelques mois, a vu dans cette rencontre *«une sorte de phare qui, au milieu de la confusion, de l'erreur et du désordre global dangereux pour toute l'humanité, trace une ligne, une sorte de flèche qui suit une direction, la direction de la vie, et non celle de la mort».*

Dernier message adressé à Donald Trump : l'Espagne, le Mexique et le Brésil ont exprimé dans une déclaration commune leur préoccupation face à *«la crise humanitaire que traverse le peuple de Cuba».* Et, sans mentionner les Etats-Unis, appelé à *«un dialogue sincère et respectueux»* avec La Havane, assorti de *«la garantie que ce soit le peuple cubain qui décide de son avenir en toute liberté».* Les trois pays se sont, en outre, engagés à une aide humanitaire à l'île, frappée par un blocus sur les livraisons de carburant, décidé par Washington.

Blocus naval, pannes de courant... À Cuba, Donald Trump accroît la pression sur le régime castriste

Le Figaro, 16 Mai 2026

Hector Lemieux

Les Havanais ont aperçu, stupéfaits, un avion aux couleurs de l'US Air Force se poser jeudi sur les pistes de l'aéroport José-Marti de la capitale. L'événement, exceptionnel, a d'abord suscité l'inquiétude des Cubains. À bord, en provenance de la base d'Andrews, dans le Maryland, le directeur de la CIA, John Ratcliffe, accompagné d'une importante délégation de hauts fonctionnaires américains. Officiellement, les émissaires des deux pays ennemis ont évoqué des thèmes de coopération bilatérale, qu'il s'agisse de la lutte contre le trafic de drogue, de l'immigration irrégulière ou du terrorisme.

Puis, dans un bref communiqué, le Parti communiste cubain a précisé que « *les échanges avec la délégation américaine ont clairement démontré que Cuba ne constitue pas une menace pour la sécurité nationale des États-Unis et qu'il n'existe aucune raison légitime de l'inscrire sur la liste des pays soutenant prétendument le terrorisme* ». Une réponse à Donald Trump qui ne cesse de clamer, depuis un décret présidentiel de janvier dernier, que Cuba est une menace pour la sécurité nationale de son pays.

Outre un échange avec son homologue du renseignement cubain, John Ratcliffe s'est entretenu avec le ministre de l'Intérieur de l'île communiste, Lazaro Alvarez Casas, et, surtout, avec le chargé officieux des négociations côté cubain, le petit-fils de Raul Castro, le colonel Raul Guillermo Rodriguez Castro, alias Raulito « El Cangrejo » (le Crabe), à cause d'une déformation à un doigt.

Au-delà des échanges diplomatiques, le chef du renseignement s'est fait le porteur d'un message personnel « *du président Trump, selon lequel les États-Unis sont prêts à s'impliquer sérieusement dans les questions économiques et sécuritaires, mais seulement si Cuba opère des changements fondamentaux* ». John Ratcliffe aurait rappelé aux dirigeants cubains ce qui est arrivé au président Nicolas Maduro le 3 janvier dernier, insinuant que le même sort pourrait les attendre s'ils n'effectuent pas des réformes radicales dans la gouvernance de leur pays.

Washington exige le départ des dirigeants castristes, des élections libres et la libération de tous les prisonniers politiques.

Si le directeur de la CIA a clairement expliqué que le locataire de la Maison-Blanche préférait une solution négociée à une intervention militaire, l'Administration américaine, notamment le secrétaire d'État, Marco Rubio, n'a laissé aucun doute ces dernières semaines sur ce que John Ratcliffe nomme des « *changements fondamentaux* ».

Washington exige le départ des dirigeants castristes, des élections libres et la libération de tous les prisonniers politiques.

La transition envisagée par les États-Unis après la fin éventuelle du régime castriste demeure, quant à elle, bien floue. Les « négociations » entre les deux nations ressemblent d'autant plus à un dialogue de sourds que le président de Cuba, Miguel Diaz-Canel, a exclu toute concession sur le système politique de son pays. A fortiori quand une partie de la classe politique et judiciaire américaine demande que Raul Castro, 95 ans le mois prochain, soit jugé aux États-Unis pour avoir donné l'ordre

d’abattre en 1996, alors qu’il était ministre des Forces armées révolutionnaires, deux avions de tourisme d’opposants cubano-américains.

Washington a opté pour une stratégie politique alternant pressions et menaces. L’US Navy procède depuis la fin décembre à un blocus naval de l’île empêchant toute livraison de pétrole, nécessaire pour faire fonctionner les centrales thermoélectriques. Seul un supertanker russe a pu accoster dans l’île caraïbe fin mars avec 730.000 barils de brut, mais le pétrole russe est épuisé depuis le début du mois. La Havane est désormais frappée par des pannes de courant quotidiennes de vingt heures. La situation sociale et économique de l’île est dramatique. Les médias anticastristes de Floride en rajoutent en évoquant, à l’instar du site d’informations cibercuba.com que « *les pannes de courant atteignent 25 heures* » par jour ! Le ministre de l’Énergie, Vicente de la O Levy, a reconnu il y a quelques jours que le pays n’avait plus « *une goutte de fioul, ni de diesel* ».

Outre les déclarations belliqueuses récurrentes de Donald Trump, les observateurs notent que ces deux dernières semaines ont été marquées par une intensification des survols de reconnaissance de drones et d’avions espions Poseidon P8 près des côtes cubaines. Les appareils américains ont principalement survolé les abords de La Havane et de la ville de Guantanamo, située à une trentaine de kilomètres de la base américaine du même nom.

Les Cubains, excédés par la dégradation économique de l’île, aspirent au changement. « *J’aimerais que cela change, mais pas au prix de la mort de milliers d’innocents. C’est ce qu’il risque de se passer, car ces vieux communistes ne se rendront pas* », confie une Cubaine, originaire de Camagüey, dans le centre de l’île. Chose certaine, si parmi les membres de la nomenklatura les plus jeunes critiquent parfois ouvertement le régime, à l’instar du petit-fils de Fidel Castro, Sandro Castro, un influenceur qui sent le vent tourner, les pressions américaines n’auront aucun effet sur les vieux commandants de la révolution, qui tiennent encore le pays. Une intervention militaire, quelle qu’en soit la forme, est donc loin d’être exclue.

«C’est tout le pays qui en a marre» : en Bolivie, des manifestants bloquent la capitale faute de mesures contre l’inflation

Libération, 19 Mai 2026

Nils Sabin

«Allez camarades, la lutte est rude, mais nous vaincrons» : après avoir parcouru 190 kilomètres à pied en six jours, les participants à la «Marche pour la vie et pour sauver la Bolivie» sont arrivés à La Paz, lundi 18 mai. Les partisans de l’ancien président Evo Morales sont venus grossir les rangs des Boliviens qui bloquent la capitale depuis deux semaines. *«En six mois, le gouvernement de Rodrigo Paz a complètement démantelé l’économie bolivienne. C’est pour cela qu’il y a ce mécontentement, cette colère du peuple bolivien, et donc qu’on est mobilisés»,* critique Feliciano Vegamonte, dirigeant de la Confédération syndicale des travailleurs paysans de Bolivie, quand bien même la crise économique – inflation, pénurie de dollars et de carburant – remonte à 2023 en Bolivie.

A quelques rues à peine de la place Murillo, où se trouvent le siège du gouvernement et le Parlement, Nelson Virreira, poncho rouge sur les épaules et bâton à la main, présente cette mobilisation comme l’ultime recours de la population : *«Nous n’avons plus le choix, nous sommes dans une situation critique. Les secteurs les plus pauvres n’ont plus les moyens de s’acheter ce qu’il faut à manger»*. Pour lui, *«c’est tout le pays qui en a marre»*. *«La Bolivie debout, jamais à genoux !»* s’époumonent les manifestants dans son dos tandis que des pétards retentissent. Un peu plus tard dans la journée, certains, armés d’explosifs artisanaux, de bâtons et de pierres, tenteront de briser le triple barrage policier qui protège la place Murillo, sans succès.

La mobilisation a débuté le 1er mai, après l’appel de la Centrale ouvrière bolivienne, premier syndicat du pays, à une grève générale. L’objectif, réclamer une augmentation des salaires de 20 %, en réponse à l’inflation qui s’est élevée à 14 % sur douze mois en avril. De nombreux secteurs ont alors suivi le mouvement : enseignants, routiers, mineurs, paysans… Certains avec des revendications sectorielles, d’autres, élargissant le mot d’ordre à la crise économique générale. C’est ainsi qu’a commencé l’encerclement de la capitale, via le blocage de toutes les principales artères sortant de La Paz. Au fil des semaines, les exigences ont évolué à mesure que de nouveaux secteurs se mobilisaient, notamment les paysans de la région, qui ont commencé à réclamer la démission du président.

Elu en novembre 2025, justement sur la promesse de mettre fin à la crise économique, Rodrigo Paz (centre droit) a passé des premiers mois de mandat relativement tranquilles. Pendant quelques semaines, l’économie bolivienne a même semblé reprendre des couleurs. *«Mais c’était plus dû à l’optimisme ambiant après le changement de gouvernement*, estime l’économiste Luis Fernando Romero. E*t après une lune de miel de trois mois, on voit que les mêmes problèmes sont toujours là.»*

Alors que Rodrigo Paz avait promis de ne pas endetter le pays pendant sa campagne, le gouvernement a contracté des prêts auprès d’organismes internationaux (CAF, BID)

à hauteur de plusieurs milliards de dollars. A cela se sont ajoutés une réduction du déficit public et un réalignement diplomatique avec les Etats-Unis. Un cocktail parfait pour s'attirer les critiques, tous secteurs confondus, dont les milieux proches d'Evo Morales. *«Nous vivons actuellement un modèle néolibéral de privatisation des ressources, des entreprises et des services. Cela revient à mettre les pauvres sur la paille et à enrichir les fortunés. C'est ça la politique de ce gouvernement»,* tacle Nelson Virreira.

Face aux blocages et manifestations, qui ont fait quatre morts en deux semaines, le gouvernement bolivien a donné des signaux contradictoires. S'il a dénoncé un mouvement *«de déstabilisation contre un gouvernement démocratique»* et que le ministre des Affaires Etrangères Fernando Aramayo a avancé, sans preuve, que les mobilisations étaient *«financées par le crime international»,* l'exécutif a multiplié les appels au dialogue. Il a même réussi à signer des accords avec certains syndicats d'enseignants, de mineurs et plusieurs organisations indigènes.

Le gouvernement a pour l'instant refusé les appels de plus en plus nombreux en Bolivie à recourir à une *«mano dura»* (une politique de répression sévère normalement prévue pour stopper les violences du crime organisé) contre les blocages de route. Cependant, des mandats d'arrêt ont été émis le 18 mai contre le secrétaire général du premier syndicat du pays et 24 dirigeants à la tête des mobilisations. Le parquet a notamment annoncé avoir ordonné l'arrestation du chef du principal syndicat ouvrier du pays, Mario Argollo, l'un des leaders des manifestations, accusé notamment *«d'incitation publique à commettre des délits»* et de *«terrorisme»*.

Deux jours plus tôt, la police menait une opération visant à débloquer plusieurs axes routiers sortant de la capitale. Des dizaines de camions chargés en carburant, médicaments ou produits alimentaires ont pu rejoindre La Paz, avant que les blocages ne soient réinstallés. Sur les marchés, les étals sont de plus en plus vides. Les prix de la viande ont explosé et un pont aérien a été mis en place avec l'aide logistique de l'Argentine pour approvisionner, entre autres, la ville en poulets et viande de bœuf.

«Je vais voter Kast pour emmerder mon camp» : au Chili, la bascule de la jeunesse vers l'extrême droite

Libération, 12 Décembre 2025

Rico Rizzitelli

Buin, à 35 kilomètres de la capitale chilienne, a été le premier fief électoral de José Antonio Kast, candidat d'extrême droite du Parti républicain et grand favori du second tour de l'élection présidentielle chilienne de dimanche : les derniers sondages lui accordent 57 % d'intentions de vote face à la candidate d'union de la gauche, Jeannette Jara. Il y a quatre ans, il avait perdu le duel final contre Gabriel Boric.(…)

Même s'il est né et a grandi dans la capitale, José Antonio Kast se souviendra de son enfance dans le sud de la région métropolitaine de Santiago pour se faire élire conseiller municipal à Buin en 1996, avant de devenir député quatre fois de suite (2002-2018) dans le district de San Bernardo, tout proche. Aujourd'hui, à Buin, il est comme un cousin éloigné, une gloire locale inaccessible mais familière. (…)

L'élection présidentielle est très différente de celle d'il y a quatre ans, et les comparaisons sont trompeuses. Par la grâce du vote obligatoire sous peine d'une amende d'une centaine d'euros, il y a eu cette fois 13,4 millions de suffrages exprimés lors du premier (85 % de votants) contre 7,1 millions de votants en 2021 (47 % de participation). Jeannette Jara, la finaliste communiste représentant la coalition de gauche, a obtenu 1,6 million de bulletins de plus que Gabriel Boric, le président élu il y a quatre ans, et sauf miracle, elle n'a aucune chance ce dimanche.

«*La dernière fois, José Antonio Kast pratiquait la politique de la terre brûlée*, analyse Cristóbal Rovira, professeur à l'Institut des sciences politiques de l'Université catholique de Santiago. *Il promettait la suppression du ministère de la Femme, l'abrogation de la loi sur l'avortement* [pourtant déjà fortement encadré] *ainsi que le rejet explicite de la législation du mariage égalitaire et de l'adoption par des couples du même sexe. Au second tour, le vote féminin s'était massivement porté sur Boric, notamment celui des jeunes femmes. Cette fois, tout joue pour Kast. Il est plus tactique, le gouvernement de gauche a déçu ses supporteurs, le centre de gravité de la politique chilienne s'est déplacé vers la droite et le contexte international le sert*.» (…)

A La Pintana, une des communes les plus pauvres au sud de la capitale chilienne, Kast n'est pas arrivé en tête mais il a engrangé presque 20 %, derrière Jeannette Jara (31 %) et Franco Parisi (26,8 %). Au milieu de nulle part, sur une route en terre battue entourée d'appartements minuscules de 22 mètres carrés, innombrables dans les quartiers pauvres de Santiago, Javier palabre avec ses potes avant d'aller bosser comme surveillant dans un centre commercial chinois à Estación Central, au nord-ouest. «*Ici, t'as vraiment l'impression de ne pas exister*, explique le jeune homme de 21 ans. *Tu vis dans des cages à lapins, tu dois te taper trente minutes de bus pour prendre le métro et rajouter 20 stations pour aller au bout de la ligne, pour un salaire de peau de balle. C'était la première fois que je votais et j'ai choisi Parisi au premier tour. Plus pour faire chier qu'autre chose. Il est différent et j'aime bien sa chaîne YouTube. L'autre dimanche, je "jouerai" Kast, il est moins pire que la communiste. J'y vais parce qu'on est obligé*.»

Un peu plus loin, dans une zone plus urbaine tout près de la mairie, les filles du collectif Allegados La Pintana, qui ferraille avec les collectivités locales pour l'obtention de

logements sociaux dans la commune, s'activent pour le happening de la semaine suivante. A partir d'un parcours différent, Paloma, chômeuse de 34 ans, en arrive au même résultat. «*J'ai fait des études de psychologie qui ne m'ont menée nulle part. Je dois avoir de l'imagination pour survivre. La gauche, quelle qu'elle soit, ne se souvient de nous qu'au moment des élections. Boric est venu ici il y a quatre ans, Jara s'est pointée aussi. Il y avait beaucoup d'espoirs en 2021 et ils n'ont rien fait ; comme les autres. Cette fois, je vais voter Kast pour emmerder mon camp. Pinochet ? C'est un fantôme terrible mais il appartient au passé. Ce sera différent. Pénible mais différent.*»
(…) Un tiers des 13 millions d'électeurs appelés aux urnes a moins de 30 ans, et une bonne partie de la bataille pour les suffrages se joue sur les réseaux sociaux, où règnent TikTok et Instagram. L'extrême droite en général, et le leader du Parti républicain en particulier, y ont une grosse longueur d'avance. (…)
Quand son équipe n'est pas en train de le filmer en train de faire des pompes ou de se déhancher sur de la soul, elle diffuse aussi des fake news, comme celle qui prétendait qu'Evelyn Matthei, candidate de la coalition de droite et ancienne colistière de Kast à la présidence du parti, était atteinte de la maladie d'Alzheimer. Attablée à une terrasse à siroter un café, Morena, 22 ans, qui étudie l'informatique, n'y trouve rien à redire. «*C'est le jeu, tous les coups sont permis. Ici à Lo Barnachea, on est dans une bulle des privilégiés. Au premier tour, j'ai mis du temps à me décider. J'étais seulement certaine que je ne voterais pas pour Jara. Alors dimanche…*»

Éradiquer ou légaliser la cocaïne, le dialogue de sourds entre la France et la Colombie

Le Monde, 19 Novembre 2025

Marie Delcas

Poivre, paprika, sucre, cacao, engrais, poudre de brique, résidus de plastique, petits morceaux d'un piano : les étiquettes des petits flacons soigneusement alignés sur la table de la police antidrogue colombienne disent la créativité des trafiquants pour passer de la cocaïne. Dans l'entrepôt du port de Carthagène, le chien Milan fait une démonstration de ses talents et déniche un petit paquet de poudre blanche entre les dizaines de cartons fraîchement déballés d'un conteneur. L'amiral Carlos Hernando Oramas, commandant de la Force navale des Caraïbes, explique que le deuxième port de Colombie est aussi le plus sécurisé. (…)

En visite en Colombie, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot, s'est félicité, dimanche 9 novembre, des résultats *« exceptionnels »* de la coopération avec les autorités colombiennes en matière de lutte contre la drogue. *« Le narcotrafic et la criminalité organisée submergent notre pays, avec des conséquences majeures pour la santé publique mais aussi pour la sécurité des Français et des Françaises*, déclare M. Barrot. *Le problème trouve son origine dans la région des Caraïbes. C'est donc ici qu'il faut venir éradiquer le mal à la racine. »* En sourdine, un journaliste s'indigne : *« Le mal, c'est nous ? »* Premier fournisseur mondial de cocaïne, la Colombie souffre de son image de pays à problèmes. Elle produit 5 % des drogues consommées dans le monde.

A l'occasion de sa tournée latino-américaine, entre le 6 et le 10 novembre, qui l'a aussi mené au Mexique, M. Barrot a présenté son *« plan de bataille »* pour lutter contre le narcotrafic. Celui-ci repose sur la signature de nouveaux accords de coopération bilatérale dans la région, l'augmentation de 20 % des effectifs des ambassades spécialisés dans la lutte contre le narcotrafic, la création d'une académie régionale – en République dominicaine – pour former des agents locaux et sur la proposition d'un régime européen de sanctions contre les narcotrafiquants et les criminels.

Plan de bataille, fléau, submersion, guerre, arsenal : le langage guerrier n'est pas sans rappeler celui de Donald Trump, dont M. Barrot s'est toutefois fermement démarqué. Il s'est dit *« préoccupé »* par la situation tendue dans les Caraïbes à la suite du déploiement militaire américain et de la destruction meurtrière d'embarcations soupçonnées de transporter de la drogue.

Mais *« la guerre contre le narcotrafic, ça marche »*, a-t-il affirmé. Les chiffres disent, eux, le contraire. Alors que le terme de « guerre contre la drogue » a été lancé en 1973 par Richard Nixon, celle-ci n'a cessé de gagner du terrain. *« Les surfaces cultivées de feuilles de coca ont été multipliées par cinq en quelques années »*, souligne d'ailleurs le ministre.

Jamais la Colombie n'a produit autant de cocaïne, jamais la France n'en a autant consommé. *« On est aujourd'hui à près de 1 million de consommateurs identifiés*, admet M. Barrot. *Il faut donc agir à la fois sur l'offre et sur la demande. »* Mais le principe de responsabilité partagée n'a pas été évoqué. Il est pourtant cher aux Colombiens, qui voudraient voir les pays importateurs lutter contre la consommation avec plus d'efficacité.

Au pouvoir depuis trois ans, le président colombien de gauche, Gustavo Petro, considère que *« la guerre contre la drogue est un échec »*. Pour lui, *« la racine du mal »* réside dans la prohibition, qui fait le jeu et la richesse des narcotrafiquants. M. Petro voudrait donc que la communauté internationale envisage de légaliser la cocaïne. C'est un des sujets – parmi beaucoup d'autres – qui l'opposent à Donald Trump.

En septembre, les Etats-Unis ont retiré à la Colombie son certificat de bonne conduite en matière de lutte contre la drogue. Fin octobre, le département du Trésor américain a inscrit M. Petro et trois de ses proches sur sa liste où se retrouvent les personnes et les entreprises accusées d'activités illicites. M. Trump traite désormais M. Petro de *« leader du narcotrafic »*, sans la moindre preuve.

M. Petro n'est pas le premier à dire que la guerre contre la drogue est perdue. En 2009 déjà, trois anciens présidents latino-américains s'en inquiétaient dans le *Wall Street Journal*. *« On ne peut que constater l'échec des stratégies mises en œuvre pour venir à bout de la production et de la consommation de drogue*, admet aujourd'hui le général Oscar Naranjo, qui a dirigé la police colombienne*. (…) Il faut envisager de les repenser. »*

Les choses bougent doucement. En mars 2024, à Vienne, une résolution de la Commission des stupéfiants de l'ONU (CND) évoquait pour la première fois la politique dite « de réduction des risques et des dommages liés à la consommation de drogue », qui ne repose pas sur l'interdiction de celle-ci.

Le 14 mars, à l'initiative de la Colombie, la CND votait la mise en place d'un comité d'experts indépendants pour évaluer l'efficacité du régime prohibitionniste. Seuls les Etats-Unis, la Russie et l'Argentine ont voté contre. *(…)*

En 1996, à Bogota, le président Jacques Chirac avait lancé le projet d'acheter aux paysans toute la production de feuilles de coca – matière première de la cocaïne – afin d'éviter qu'ils ne la vendent aux « narcos ». A défaut d'aboutir, la proposition française avait suscité un vif débat en Colombie. Le *« plan de bataille »* de Jean-Noël Barrot est passé, lui, inaperçu.

Débarquement manqué à Cuba : quatre morts et de nombreuses zones d'ombre

Libération, 28 Février 2026

François-Xavier Gomez

Mercredi 25 février, Roberto Azcorra Consuegra a été assailli d'appels téléphoniques : ses proches voulaient savoir s'il se trouvait à Cuba, et blessé, comme le ministère de l'Intérieur de l'île communiste venait de l'affirmer dans un communiqué. Sidéré, l'exilé cubain a répété qu'il était chez lui en Floride, et ne comprenait pas comment son nom se retrouvait sur une liste d'assaillants arrêtés à bord d'une vedette rapide arraisonnée le matin même, avec un bilan de quatre morts et six arrestations.

Originaire de la ville de Cienfuegos à Cuba, le militant anticastriste s'est réfugié en 2017 aux Etats-Unis, et a affirmé à la chaîne NBC ne jamais être retourné sur l'île depuis cette date. *«Ils me connaissent, ils savent tout»,* a-t-il affirmé en parlant des services de renseignement cubains. Il a cependant refusé de révéler s'il connaissait les autres personnes nommées dans la liste.

Cette méprise est l'un des nombreux mystères qui entourent la tentative de débarquement à Cuba, déjouée par les garde-côtes. Pour les autorités cubaines, l'action était une tentative d'*«infiltration à des fins terroristes».* Pour les milieux anticastristes de Floride, une mission militaire menée par des *«patriotes cubains».* Les deux versions sont compatibles, et démentent la première hypothèse formulée : une opération d'exfiltration de migrants clandestins.

La fusillade s'est déroulée dans les eaux territoriales cubaines, face au littoral de la province de Villa Clara, près de la ville de Corralillo, à 225 km de la capitale La Havane. D'après le premier communiqué du ministère de l'Intérieur, les fonctionnaires avaient essuyé des tirs après avoir lancé les sommations d'usage. Lors de leur riposte, quatre des dix occupants du bateau sont tués, les autres blessés et appréhendés.

Du matériel militaire est saisi à bord de la vedette volée en Floride, sans précisions sur la quantité : fusils d'assaut, armes courtes, explosifs, lunettes de visée télescopiques, gilets pare-balles, tenues de camouflage… Aux six arrestations s'ajoute celle, à terre, d'un agent supposé infiltré, qui aurait été chargé, toujours de source gouvernementale, de la logistique d'accueil du commando.

Les profils des personnes arrêtées et identifiées sont sans équivoque : ce sont des exilés cubains actifs dans les milieux anticastristes. Au moins deux d'entre eux, dont un des morts, étaient liés au Parti républicain de Cuba (PRC), un mouvement créé en 2003 aux Etats-Unis et dirigé par Ibrahim Bosch López. Le PRC se présente comme le parti d'opposition (donc clandestin à Cuba) à avoir le plus d'adhérents *«à l'intérieur et hors de l'île»* (une donnée invérifiable) et affirme que seize de ses militants sont emprisonnés dans les geôles communistes.

Ibrahim Bosch López s'est exprimé fin janvier dans le média ultraconservateur espagnol *El Debate. «Nous sommes prêts à renverser la tyrannie communiste, le moment est très favorable»,* confie-t-il dans une interview faite à Mar del Plata, en Argentine, à l'occasion du DerechaFest, un forum d'extrême droite promu par le président ultralibéral Javier Milei, qui y a participé. L'autrice de l'interview est une vieille connaissance : la romancière Zoé Valdés, exilée en France depuis 1995. D'après le site du PRC, elle est *«directrice des relations internationales»* du parti. L'autrice de *la Douleur du dollar* (Actes Sud, 1999) n'a pas caché ces dernières années son adhésion

idéologique à Donald Trump ou Javier Milei, et s'est présentée aux élections sénatoriales espagnoles, en 2023, sous l'étiquette de Vox, un parti violemment xénophobe, homophobe et antiféministe.
(…)
Jeudi, au lendemain de la fusillade, le vice-ministre cubain des Affaires étrangères, Carlos Fernández de Cossío, a tenu une conférence de presse où il a rectifié l'erreur concernant Roberto Azcorra Consuegra, mais répété que plusieurs des membres du commando étaient recherchés par son pays pour *«activités terroristes». «Les groupes anticubains qui opèrent aux Etats-Unis ont recours au terrorisme comme expression de leur haine envers Cuba et de l'impunité dont ils pensent jouir»,* a dénoncé le vice-ministre.
Côté Etats-Unis, un *«haut responsable américain»* cité par l'AFP a précisé anonymement que deux des assaillants, dont un des tués, avaient la citoyenneté américaine. Les autres *«pourraient être des résidents permanents légaux»,* a indiqué la même source.
On pouvait s'attendre à ce que la mort d'au moins un citoyen des Etats-Unis suscite une vive réaction de Washington, mais les propos de Marco Rubio, dès mercredi, alors qu'il était en visite officielle dans l'archipel caraïbe de Saint-Christophe-et-Niévès, ont été inhabituellement prudents : *«Au fur et à mesure que nous recueillerons davantage d'informations, nous serons prêts à réagir en conséquence»,* a dit le secrétaire d'État américain, tout en niant catégoriquement la présence de personnel du gouvernement américain dans l'opération.
L'affaire intervient à un moment de forte tension entre Washington et La Havane. Donald Trump a exigé du Mexique qu'il cesse de livrer du pétrole à Cuba, ce qui ferme le dernier robinet de carburant du pays. Cuba est désormais en panne sèche, incapable de faire tourner ses installations électriques et ses transports en commun. Une lueur d'espoir a cependant été apportée, mercredi, par le ministère américain des Finances, qui a fait savoir que du pétrole du Venezuela pourrait être vendu au secteur privé à Cuba, à condition que les transactions profitent *«au peuple»* de l'île et non au régime. (…)

« En Espagne, la politique économique a été propice et a bénéficié de circonstances favorables »
Le Monde, 20 décembre 2025
Cecilia Garcia-Peñalosa

En ce moment, l'Europe porte un regard admiratif, voire envieux, sur l'Espagne, notamment la France qui peut se demander si la gestion budgétaire ibérique est transposable. Avec un parlement divisé, les Cortes n'ont pas voté un budget depuis trois ans mais, étonnamment, l'instabilité politique ne s'est pas traduite en instabilité économique. Les dépenses étant reconduites d'une année sur l'autre, la croissance du produit intérieur brut a permis d'augmenter les recettes fiscales et de combler le déficit, ce qui est apprécié des agences de notation, des marchés financiers et de la Commission européenne. Au moins, tant que la croissance est là.

La véritable question est donc de comprendre pourquoi seule l'Espagne, parmi les grands pays européens, rivalise en matière de taux de croissance avec celui des Etats-Unis – plus de 2 % par an depuis la pandémie. Le gouvernement du socialiste Pedro Sanchez a-t-il trouvé une botte secrète dont la gauche française pourrait s'inspirer ? La question est d'importance, au moment où le thème du déclin de l'Europe est populaire, en particulier à la Maison Blanche. Les choix ont été judicieux, mais les circonstances ont aussi aidé.

Dans trois domaines, le gouvernement espagnol a mené une politique propice à la croissance : le marché du travail, l'immigration et l'énergie. Le premier était caractérisé par des fortes rigidités qui amenaient les entreprises à promouvoir les contrats à durée déterminée, faisant de l'Espagne la championne européenne de ce type de contrats. La réforme a simultanément rendu plus difficile de justifier le recours à des contrats temporaires en favorisant les contrats à durée indéterminée et augmenté la flexibilité pour les entreprises en difficulté. La hausse du salaire minimum de 61 % a eu peu d'effet négatif sur l'emploi, car seuls 7 % des travailleurs sont rémunérés à ce niveau, qui reste inférieur de 400 euros au smic brut français, rendant l'Espagne toujours attractive pour les entreprises. La participation au marché du travail s'en est trouvée encouragée.

Cette augmentation de l'offre de travail s'est accompagnée d'une ouverture à l'immigration en provenance d'Amérique du Sud. Financièrement, elle s'est révélée peu coûteuse car, contrairement aux autres pays européens, l'obtention d'un permis de travail est rapide, et les immigrants ne posent pas un problème d'intégration culturelle. Ils occupent des emplois peu rémunérés – en particulier dans les services à la personne et dans la construction – que les Espagnols ne prendraient pas.

Les historiens et économistes se demandent encore si l'Espagne a réellement bénéficié, sur le plan économique, de son empire colonial. Cinq siècles après, cette carte d'un réservoir de main-d'œuvre bon marché, n'entrant pas en concurrence avec les travailleurs nationaux, attendait d'être jouée. Pedro Sanchez a sorti ce joker, qui a été fondamental pour permettre la croissance du PIB dans un contexte où le revenu par tête ne progresse pas.

Dernier facteur qu'il faut mentionner, l'Espagne s'est débranchée au bon moment du marché européen de l'électricité et a pu échapper à la hausse du prix de l'énergie consécutive à la guerre en Ukraine. Le prix de l'électricité est inférieur de 17 % à celui de la France, sans parler de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne. Le pays touche ici

les dividendes d'une politique à long terme de diversification des sources d'énergie non carbonée (solaire, éolien), où l'Espagne a construit une base industrielle, hydraulique et nucléaire.

Cette politique économique inspirée a également bénéficié de circonstances favorables. Les touristes, depuis la pandémie de Covid-19, plébiscitent l'Espagne. La faible exposition aux chocs extérieurs s'est révélée opportune, car l'Espagne exporte peu en Chine, aux Etats-Unis et en Russie, et les difficultés allemandes se répercutent beaucoup moins qu'en France ou en Italie. Et l'on ne saurait passer sous silence le pactole des fonds NextGenerationEU, à hauteur de 11 % du PIB à terme. Il faut le dire ici : Emmanuel Macron et Angela Merkel ont mené une politique intelligente pour que l'Espagne et l'Italie ne s'écroulent pas après le Covid-19, qui avait durement touché ces deux pays, alors qu'ils peinaient à se remettre de la crise des dettes souveraines. Encore fallait-il bien utiliser l'argent, et c'est ce que fait l'Espagne en promouvant les énergies renouvelables et l'innovation dans les technologies de l'information. On estime que le plan européen s'est traduit par un gain de croissance cumulée comprise entre 1,3 % et 1,7 %, et il a permis au pays d'entrer dans la course du secteur de la tech. C'est là que réside l'espoir d'une croissance future qui élève enfin le PIB par tête, un espoir qui reste menacé par le goulot d'étranglement du secteur du logement et les effets du réchauffement climatique sur l'approvisionnement en eau et sur l'agriculture.

L'Espagne est un grand pays européen. Bizarrement, il se comporte politiquement aujourd'hui comme un petit pays. Pas de solidarité avec l'Ukraine, des dépenses militaires anémiques et un gouvernement qui fait les yeux doux à Pékin, par exemple en s'abstenant lorsque l'Europe met sur la table un relèvement de 35 % des droits sur les voitures chinoises, car il espère des implantations industrielles. Ce n'est certes pas l'aspect le plus plaisant de la politique espagnole au cours des dernières années. Il faudra encore attendre un peu pour voir si l'Espagne se maintient en tête du classement des meilleures économies de l'Organisation de coopération et de développement économiques, selon *The Economist*.